

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Adoption internationale

Mathieu, Géraldine

Published in:

Revue trimestrielle de Droit familial

Publication date:

2014

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Mathieu, G 2014, 'Adoption internationale: quand le juge encourage le justiciable à contourner la loi...', *Revue trimestrielle de Droit familial*, Numéro 3, p. 595-604.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

respecte les droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international et présente des avantages pour lui.

Les autres conditions prévues par la loi étant remplies, il convient de faire droit à la demande.

PAR CES MOTIFS,
LE TRIBUNAL DE LA JEUNESSE,
Statuant en audience publique,

— Reçoit la requête déposée au greffe en date du 23 avril 2013.

— Déclare Madame O. M. qualifiée et apte à adopter.

— En conséquence :

— Prononce l'adoption plénière faite par :

M. O., comptable, née à Dakar (Sénégal) le (...) 1962, de nationalité sénégalaise, mariée avec monsieur D. S., domiciliée à 1410 Waterloo, (...).

de : D. O., née à Edioungou (Sénégal) le (...) 2003.

— Dit que l'enfant adopté plénièrement portera, dorénavant, les nom et prénom de : M. O.

Note

Adoption internationale : quand le juge encourage le justiciable à contourner la loi...

Le jugement prononcé le 20 décembre 2013 par le tribunal de la jeunesse de Nivelles mérite que l'on s'y attarde en raison de la problématique tout à fait particulière qu'il soulève : est-il concevable de recommencer *ab initio* une procédure de prononciation d'adoption internationale en droit belge, alors qu'une décision a déjà été prononcée dans un pays étranger, que cette décision étrangère n'a pas été reconnue par l'autorité centrale fédérale belge et qu'un recours à ce sujet est pendant devant le tribunal de première instance de Bruxelles, seul compétent pour en connaître ? Par ailleurs, si la réponse à cette question devait être positive, le tribunal peut-il passer outre les considérations factuelles et juridiques ayant motivé la décision de non-reconnaissance ?

Avant d'aborder plus avant cette question et la réponse que le tribunal de la jeunesse de Nivelles y apporte, il est nécessaire, eu égard à la complexité et la technicité de la problématique, d'examiner avec attention les différentes difficultés soulevées par cette affaire et de rappeler brièvement les règles qui régissent l'adoption internationale depuis la réforme de l'adoption en Belgique.

1. L'ADOPTION INTERNATIONALE: RAPPEL DES RÈGLES DE BASE

L'adoption internationale, au sens de la loi du 24 avril 2003⁽¹⁾, est celle qui implique le déplacement international d'un enfant⁽²⁾. La réforme de l'adoption en droit belge était essentiellement destinée à permettre à la Belgique de se conformer à la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. Le but de cette Convention est de mettre en place des garanties dans le sens d'une meilleure protection de l'enfant qui doit être le point de départ de toute décision d'adoption. Il s'agit donc de s'assurer avant tout autre chose que l'enfant est adoptable et que l'adoption projetée répond à son intérêt supérieur et au respect de ses droits fondamentaux.

La Convention de La Haye garantit également le principe de la double subsidiarité de l'adoption internationale: l'enfant doit être prioritairement élevé dans son propre pays, dans un environnement culturel, linguistique et religieux aussi proche que possible de ses origines. Outre la priorité qui doit être donnée au maintien de l'enfant dans sa famille d'origine, le principe de subsidiarité de l'adoption implique dès lors, dans le cadre d'une adoption internationale, que celle-ci n'ait lieu qu'après que les possibilités de placement de l'enfant dans son État d'origine aient été dûment examinées⁽³⁾.

La Convention de La Haye instaure par ailleurs un système de coopération des autorités compétentes des pays d'accueil avec les autorités compétentes des pays d'origine pour assurer la protection des enfants: il s'agit, notamment, de rassembler, conserver et échanger les informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption.

Enfin, il est exigé que les futurs parents adoptifs soient qualifiés et aptes à adopter et entourés des conseils nécessaires. Le but de l'adoption est en effet de

⁽¹⁾ Loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption (*M.B.*, 16 mai 2003), modifiée par les lois des 16 juillet 2004 (*M.B.*, 27 juillet 2004), 27 décembre 2004 (*M.B.*, 31 décembre 2004), 20 juillet 2005 (*M.B.*, 29 juillet 2005), 6 décembre 2005 (*M.B.*, 16 décembre 2005), 18 mai 2006 (*M.B.*, 20 juin 2006), 31 janvier 2007 (*M.B.*, 27 février 2007), 8 juin 2008 (*M.B.*, 16 juin 2008), 28 octobre 2008 (*M.B.*, 13 novembre 2008), 30 décembre 2009 (*M.B.*, 15 janvier 2010), 2 juin 2010 (*M.B.*, 21 juin 2010), 2 juin 2010 (*M.B.*, 30 juin 2010), 11 avril 2012 (*M.B.*, 7 mai 2012), 20 juin 2012 (*M.B.*, 10 août 2012), 14 janvier 2013 (*M.B.*, 1^{er} mars 2013) et 14 avril 2013 (*M.B.*, 27 mai 2013).

⁽²⁾ Au sens de l'article 360-2 du Code civil, une adoption est qualifiée d'internationale dès qu'il s'agit d'une adoption impliquant ou ayant impliqué le déplacement international d'un enfant en vue d'adoption, de son état de résidence vers l'état de résidence de ses parents adoptifs, mais également lorsque l'enfant réside en Belgique sans être autorisé à s'y établir ou à y séjourner plus de trois mois.

⁽³⁾ Article 4 de la Convention de La Haye. L'article 21, b), de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant précise également que l'adoption internationale ne peut avoir lieu *que si l'enfant ne peut, dans son pays d'origine, être placé dans une famille nourricière ou adoptive ou être convenablement élevé*. Ce principe du «dernier recours» s'inscrit dans la lignée de l'article 20.3 de la même Convention qui demande de tenir compte de *la nécessité d'une certaine continuité dans l'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse, culturelle et politique*, et de l'article 8 relatif à la préservation de son identité.

donner la famille la plus adéquate possible à un enfant qui a vécu des situations traumatiques; l'adoption est ainsi conçue et mise en œuvre comme une mesure de protection de l'enfant qui doit garantir son intérêt supérieur.

Depuis l'entrée en vigueur, en Belgique, de la réforme de l'adoption en 2005, les candidats adoptants désireux de réaliser une adoption internationale et résidant en Belgique doivent obligatoirement suivre une préparation à l'adoption⁽⁴⁾, à l'issue de laquelle ils reçoivent un certificat de préparation délivré par l'autorité centrale communautaire (ci-après l'«ACC»). Ils peuvent ensuite introduire une requête unilatérale en déclaration d'aptitude à adopter auprès du tribunal de la jeunesse de leur domicile⁽⁵⁾. Après enquête sociale, le tribunal prononce, le cas échéant, un jugement d'aptitude à adopter. Ensuite, toute procédure d'adoption doit obligatoirement être encadrée soit par un organisme d'adoption agréé (ci-après «OAA»), soit par l'ACC. Les adoptions en «filière libre» sont en effet désormais interdites⁽⁶⁾.

L'établissement de l'adoption internationale peut ensuite se réaliser de deux manières. Le plus souvent⁽⁷⁾, la décision d'adoption est rendue dans le pays d'origine de l'enfant, selon la législation et la procédure de ce pays, et fait ensuite l'objet d'une décision de reconnaissance par l'autorité centrale fédérale belge (ci-après l'«ACF»). Cette reconnaissance permet à la décision étrangère de sortir tous ses effets en droit belge. Il peut également arriver que le jugement d'adoption internationale soit rendu par le juge belge, soit parce que la législation du pays d'origine⁽⁸⁾ ou la législation belge (adoption d'enfant dont la législation du pays d'origine ne connaît pas l'adoption⁽⁹⁾) le prévoit, soit parfois en application du Code de droit international privé.

2. L'ADOPTION INTERNATIONALE INTRAFAMILIALE⁽¹⁰⁾: SPÉCIFICITÉS

Certaines spécificités s'appliquent à l'adoption internationale intrafamiliale.

D'une part, la préparation à l'adoption est différente de celle prévue pour les adoptions internationales classiques⁽¹¹⁾: lors d'un premier entretien individuel avec

⁽⁴⁾ Article 361-1, alinéas 2 et 3, du Code civil.

⁽⁵⁾ Article 361-1, alinéa 1^{er}, du Code civil; articles 1231-27 à 1231-29 du Code judiciaire.

⁽⁶⁾ Articles 361-3 et 361-4 du Code civil.

⁽⁷⁾ Dans certains pays, dont le Sénégal, une décision de placement pré-adoptif est prise par l'autorité compétente. L'enfant est alors déplacé dans le pays de résidence des adoptants et la décision d'adoption est rendue par l'autorité du pays d'origine après un certain délai. Cette décision fait ensuite l'objet d'une reconnaissance par l'autorité centrale fédérale.

⁽⁸⁾ C'est le cas des Philippines.

⁽⁹⁾ C'est le cas du Maroc (voy. art. 361-5 du Code civil).

⁽¹⁰⁾ Il s'agit de l'adoption impliquant un déplacement international de l'enfant (adoption internationale), soit par des membres de la famille de l'enfant, soit par des personnes ayant entretenu un lien social et affectif avec l'enfant, bien avant la naissance du projet d'adoption (adoption intrafamiliale).

⁽¹¹⁾ Article 24 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif à l'adoption. Cette spécificité existait déjà auparavant: article 23, § 2, de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption, tel que modifié par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2008.

l'ACC, le projet spécifique est analysé et un avis est rendu sur les chances réelles de voir aboutir le projet d'adoption (en fonction de la législation du pays d'origine de l'enfant et de sa situation particulière). Les adoptants poursuivent ensuite la préparation s'ils le désirent.

D'autre part, la procédure d'apparement est également particulière. Dès l'obtention du jugement d'aptitude, les candidats adoptants doivent reprendre contact avec l'ACC pour l'examen du dossier ; celle-ci doit s'assurer que l'adoption envisagée respecte tant l'article 40, alinéa 2, du décret de la Communauté française relatif à l'adoption (ci-après «le décret»)⁽¹²⁾, que les dispositions de la loi du 24 avril 2003 et de la Convention de La Haye. L'ACC vérifie notamment l'adoptabilité juridique et psycho-sociale de l'enfant, le respect de son intérêt supérieur et de ses droits fondamentaux ainsi que le respect du principe de subsidiarité de l'adoption internationale. Il s'agit essentiellement de vérifier la situation réelle de l'enfant, sans se fier uniquement à ce qu'en disent les adoptants, afin de s'assurer que l'enfant est bien en besoin d'adoption et qu'une autre forme de prise en charge sur place ne lui est pas plus favorable. Pour ce faire, l'ACC doit obtenir de l'autorité compétente du pays d'origine un rapport sur l'enfant, sur son adoptabilité et sur le fait que l'adoption envisagée répond à son intérêt, après avoir examiné les possibilités de placement dans son état d'origine⁽¹³⁾. En fonction des éléments recueillis, l'ACC décide d'autoriser ou pas la poursuite de la procédure. Pour évaluer l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect du principe de double subsidiarité de l'adoption internationale, elle tient compte de différents critères, notamment : l'enfant est-il orphelin ou abandonné de fait par ses parents ? Vit-il ou non dans sa famille élargie, en famille, avec des frères et sœurs ? Est-il normalement scolarisé ? Le but de l'adoption est-il de créer un réel lien de filiation, ou seulement d'assurer une meilleure prise en charge économique, voire de permettre à l'enfant de faire des études⁽¹⁴⁾ ? Le seul fait d'avoir un lien familial avec l'enfant ne suffit en effet pas pour passer outre le caractère subsidiaire de l'adoption internationale.

Si l'ACC décide d'encadrer la demande, une convention est signée avec les adoptants, leur dossier est envoyé par l'ACC à l'autorité compétente du pays d'origine, et ils peuvent poursuivre la procédure dans ce pays. La décision étrangère devra ensuite être reconnue par l'ACF. Les éléments suivants, dont l'ACC tient également compte dans son autorisation de poursuivre le projet, sont souvent à l'origine d'un refus de reconnaissance de l'adoption par l'ACF : le non-respect du principe de double subsidiarité ; le non-respect des règles relatives au consentement de l'adopté ou de ses parents à l'adoption ; le détournement de la loi sur l'accès au territoire ; l'absence de justes motifs pour l'adoption (exemple : faire des études, bénéficier de la sécurité sociale, bénéficier de conditions matérielles plus

⁽¹²⁾ Décret de la Communauté française du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, modifié par le décret du 5 décembre 2013.

⁽¹³⁾ Articles 361-3, 2°, a) et 361-4, 3°, b), du Code civil.

⁽¹⁴⁾ Entretien que nous avons pu avoir, en août 2014, avec Béatrice Bertrand, juriste au sein de l'ACC et secrétaire du Conseil supérieur de l'adoption.

favorables, ...); la contrariété à l'ordre public, sur la base de l'intérêt supérieur de l'enfant (bouleversement de l'ordre des familles, séparation de fratrie,...)⁽¹⁵⁾.

3. LA RÉGULARISATION DES PROCÉDURES D'ADOPTION RÉALISÉES À L'ÉTRANGER PAR DES PERSONNES RÉSIDANT HABITUELLEMENT EN BELGIQUE

Depuis l'entrée en vigueur, en 2005, de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, un certain nombre de personnes, résidant habituellement en Belgique, ont réalisé à l'étranger une adoption, sans respecter les dispositions imposées par la législation belge, telles que rappelées ci-avant (obligation de préparation et d'évaluation préalables de l'aptitude, encadrement obligatoire de la procédure par l'ACC ou un OAA). Les adoptions ainsi réalisées n'ont dès lors pu être reconnues par l'ACF et se sont retrouvées sans effet en droit belge.

Le législateur a voulu permettre, dans certains cas exceptionnels, la régularisation de ces procédures établies en méconnaissance des dispositions légales belges en l'absence de fraude à la loi. La possibilité de régularisation est toutefois limitée aux adoptions intrafamiliales *sensu lato* ou aux adoptions d'enfants bien connus des adoptants avant que le projet d'adoption ne soit né.

La loi du 11 avril 2012 a ainsi inséré dans le Code civil un article 365-6 qui conditionne la régularisation de l'adoption au respect de quatre conditions cumulatives strictes⁽¹⁶⁾: l'adoption ne peut avoir été établie dans un but de fraude à la loi (les adoptants doivent dès lors être de bonne foi, l'adoption ne peut avoir pour but de détourner les lois relatives à l'accès au territoire, etc.); l'enfant doit être apparenté jusqu'au quatrième degré aux adoptants ou avoir durablement partagé la vie quotidienne des adoptants dans une relation de type parental avant que ceux-ci n'aient accompli quelque démarche que ce soit en vue d'adoption; l'enfant n'a pas de solution durable de prise en charge de type familial autre que l'adoption dans le pays d'origine; les conditions de reconnaissance visées aux articles 364-1 à 365-5 doivent pouvoir être respectées à l'issue de la procédure.

Si ces conditions sont remplies, l'ACF transmet une demande d'avis à l'ACC; celle-ci mène son examen de la même manière qu'elle le fait en adoption intrafamiliale internationale «classique», conformément aux articles 39 et suivants du décret. L'ACC rend ensuite un avis motivé portant notamment sur le respect du principe de subsidiarité, sur l'adoptabilité de l'enfant et sur l'existence ou non pour l'enfant d'une autre solution durable de prise en charge de type familial. Cet avis n'est toutefois pas contraignant pour l'ACF. Si l'ACF estime que les conditions sont remplies, elle autorise les adoptants à suivre la préparation et à poursuivre la

⁽¹⁵⁾ B. BERTRAND, *Procédures d'adoption en Communauté française — aspects juridiques et pratiques*, Formation des magistrats de la jeunesse, Louvain-la-Neuve, 27 février 2014, pp. 14 et 15.

⁽¹⁶⁾ Cette loi ne s'applique qu'à la régularisation de procédures d'adoption susceptibles de faire l'objet d'une reconnaissance. Ne sont donc pas visées par cette loi les décisions de kafalas. La kafala est une institution juridique de droit musulman qui vise la prise en charge d'un enfant abandonné pour lui assurer protection, éducation et entretien, comme le ferait un père pour son enfant, mais qui ne crée pas de lien juridique de filiation.

procédure d'obtention d'un jugement d'aptitude. Dans ce cas, dès l'obtention du jugement d'aptitude, l'ACF peut reconnaître l'adoption.

Si l'ACF estime que les conditions ne sont pas remplies, elle rend une décision de non-reconnaissance, susceptible d'un recours devant le tribunal de première instance de Bruxelles, exclusivement compétent⁽¹⁷⁾.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi dite «de régularisation», l'ACC ne peut plus accepter que des candidats adoptants visés par celle-ci entament la procédure d'adoption, tant que l'ACF n'a pas pris la décision d'autoriser la poursuite de la procédure. Les personnes dont la régularisation aura été refusée par l'ACF ne sont donc plus admises à la préparation.

La loi du 11 avril 2012 prévoit également des dispositions transitoires vis-à-vis des adoptants qui ont déjà fait l'objet d'un refus de reconnaissance ou qui ont entamé, et, le cas échéant, terminé la procédure d'aptitude et d'encadrement avant son entrée en vigueur.

Ainsi, en vertu de l'article 3 de la loi de régularisation, lorsque l'ACF a délivré un refus de reconnaissance d'adoption avant l'entrée en vigueur de la loi, motivé sur la base du non-respect de l'article 361-1 du Code civil et, le cas échéant, sur la base d'un autre motif de non-reconnaissance prévu aux articles 364-1 à 365-4 du Code civil, l'adoptant ou les adoptants peuvent à nouveau saisir l'ACF afin de demander l'application de l'article 365-6 du Code civil. Si l'adoptant ou les adoptants reçoivent l'autorisation visée à cet article et obtiennent un jugement les déclarant qualifiés et aptes à assumer une adoption internationale, l'ACF peut se prononcer une nouvelle fois sur la reconnaissance de l'acte ou de la décision prononçant l'adoption.

Quant aux adoptants qui ont déjà obtenu le jugement d'aptitude, ils peuvent saisir l'ACF d'une demande de reconnaissance de l'adoption conformément aux articles 364-2, 365-3 et 365-4 du Code civil. Dans ce cas, si les conditions de la loi sont remplies, l'ACF reconnaît directement l'adoption.

4. L'AFFAIRE SOUMISE AU TRIBUNAL DE LA JEUNESSE DE NIVELLES

A. *Les éléments factuels et procéduraux à l'origine du litige*

L'enfant O. est née le 17 juillet 2003 au Sénégal. En raison d'importants problèmes de santé rencontrés par sa mère biologique, elle est confiée par ses parents à la sœur de celle-ci, madame M., dès le mois de mai 2004. À la fin de l'année 2005, madame M. s'installe en Belgique et confie l'enfant O. à une autre de ses sœurs vivant au Sénégal, le temps qu'une procédure d'adoption puisse aboutir. En 2007, madame M., assistée de son avocat, initie au Sénégal une procédure en adoption de sa nièce.

Le 6 août 2008, le tribunal régional hors classe de Dakar prononce l'adoption plénière de l'enfant O. par sa tante. Cette dernière introduit ensuite une demande de reconnaissance du jugement d'adoption auprès de l'ACF. La reconnaissance

⁽¹⁷⁾ Article 367-3 du Code civil.

est refusée en juillet 2010, au motif que madame M. vivait en Belgique au moment de la procédure d'adoption et aurait dès lors dû diligenter celle-ci devant les autorités belges en respectant les exigences de l'article 361-1 du Code civil⁽¹⁸⁾.

Madame M. s'inscrit alors à la préparation à l'adoption ; elle est à ce moment informée par l'ACC du fait que cette préparation ne pourra viser l'enfant O., dont l'adoption prononcée au Sénégal n'a pas été reconnue⁽¹⁹⁾. Elle obtient, le 14 octobre 2011, un jugement d'aptitude à adopter *un* enfant d'origine étrangère. Elle s'adresse ensuite à l'ACC pour que celle-ci examine la possibilité d'encadrer la poursuite de son projet d'adoption au Sénégal. L'ACC est toutefois contrainte de se déclarer incompétente pour poursuivre l'encadrement du projet d'adoption de madame M. suite à l'entrée en vigueur, le 17 mai 2012, de la loi du 11 avril 2012.

Conformément à l'article 3, § 1^{er}, de cette loi, madame M. saisit alors l'ACF afin que celle-ci réexamine la reconnaissance de l'adoption prononcée au Sénégal sur la base des dispositions de la loi nouvelle. Dans ce cadre, l'ACC, saisie par l'ACF conformément à l'article 365-6, alinéa 2, 5^o, du Code civil, rend un avis, basé sur un rapport sur l'enfant réalisé par l'autorité compétente sénégalaise, au terme duquel elle conclut qu'il existe une solution durable de type familial pour l'enfant, celui-ci vivant depuis huit ans avec une autre de ses tantes dans son pays d'origine⁽²⁰⁾.

Le 13 décembre 2012, l'ACF rend une décision de refus de reconnaissance de l'adoption prononcée au Sénégal, au motif principal qu'une autre solution durable de prise en charge de type familial que l'adoption internationale existe au Sénégal pour l'adoptée et qu'il est donc dans l'intérêt de l'enfant de rester au Sénégal auprès de sa famille d'origine. Madame M. introduit alors un recours contre cette décision devant le tribunal de première instance de Bruxelles tout en sollicitant de l'ACC qu'elle reprenne l'examen du dossier d'adoption ainsi que son encadrement. L'ACC s'estime toutefois incompétente pour poursuivre l'encadrement du projet d'adoption de madame M. compte tenu du refus de l'ACF de reconnaître le jugement d'adoption sénégalais.

C'est dans ce contexte que madame M. décide de saisir le tribunal de la jeunesse de Nivelles, à titre principal pour qu'il soit mis fin à ce qu'elle qualifie d'une « voie de fait » dans le chef de l'ACC, à titre subsidiaire pour que soit prononcée l'adoption internationale intrafamiliale de l'enfant O. Elle modifiera toutefois l'ordre de ses demandes suite à l'avis rendu par le procureur du Roi selon lequel la demande formulée à titre principal par madame M. était irrecevable, à défaut

⁽¹⁸⁾ À savoir : suivre la préparation à l'adoption, être déclarée qualifiée et apte à assumer une adoption internationale et faire encadrer la procédure par l'ACC.

⁽¹⁹⁾ À cette époque, étant donné les discussions en cours sur une éventuelle loi de régularisation, l'ACC acceptait d'entamer la procédure de préparation et d'aptitude en avertissant les candidats que la procédure entamée ne pourrait éventuellement aboutir que si pareille loi devait être votée. Nous tenons ces informations d'un entretien que nous avons pu avoir, en août 2014, avec Béatrice Bertrand, juriste au sein de l'ACC et secrétaire du Conseil supérieur de l'adoption.

⁽²⁰⁾ Ces informations nous ont été rapportées par Béatrice Bertrand, juriste au sein de l'ACC et secrétaire du Conseil supérieur de l'adoption.

d'intérêt né et actuel, celle-ci n'ayant pas introduit de recours devant le Conseil d'État contre la décision de l'ACC de se déclarer incompétente pour poursuivre l'encadrement de l'adoption.

B. La décision du tribunal de la jeunesse de Nivelles

1. Quant à l'éventuelle connexité

L'article 30 du Code judiciaire donne la possibilité au juge de traiter des demandes en justice comme connexes lorsqu'elles sont liées entre elles par un rapport si étroit qu'il y a intérêt à les instruire et les juger en même temps, afin d'éviter des solutions qui seraient susceptibles d'être inconciliables si les causes étaient jugées séparément. Pour qu'il y ait connexité, il faut que les deux causes soient fondées sur les mêmes faits et présentent un lien objectif entre elles, ce lien étant apprécié souverainement par le juge du fond.

S'écartant de l'avis du procureur du Roi, qui estimait qu'il y avait lieu de surseoir à statuer sur la demande d'adoption internationale dans l'attente du recours introduit par la requérante devant le tribunal de première instance de Bruxelles contre la décision de refus de reconnaissance, par l'ACF, de la décision d'adoption rendue au Sénégal, le tribunal considère quant à lui qu'il n'y a pas de risque de décision inconciliable dans la mesure où si la demande d'adoption de madame M. devait être déclarée fondée, la procédure pendante devant le tribunal de première instance de Bruxelles deviendrait sans objet. Le tribunal relève également que la procédure en adoption serait antérieure à la procédure en cours devant le tribunal de première instance de Bruxelles dans la mesure où il avait été saisi dès le 14 avril 2011 d'une demande de déclaration d'aptitude ayant donné lieu au prononcé d'un jugement d'aptitude favorable le 14 octobre 2011.

Le raisonnement du tribunal nous laisse perplexe.

Tout d'abord, l'existence d'un lien objectif entre les deux affaires nous semble difficilement contestable, celles-ci ayant toutes deux pour but l'établissement d'un lien d'adoption entre madame M. et l'enfant O.

Ensuite, le risque de décision inconciliable existait bel et bien. Comment en effet concilier une décision qui confirmerait le refus de reconnaissance de l'adoption de l'enfant O. par sa tante prononcée au Sénégal avec une décision prononçant l'adoption plénière par la même personne du même enfant ? Ou encore comment concilier une décision qui reconnaîtrait l'adoption sénégalaise avec effet à la date de cette adoption (2007) avec une décision d'une juridiction belge prononçant l'adoption avec effet à la date du dépôt de la requête (2013) ?

Enfin, il est inexact de considérer que la procédure en adoption était antérieure à celle pendante devant le tribunal de première instance de Bruxelles. En effet, la procédure en déclaration d'aptitude est une procédure distincte et indépendante de celle relative au prononcé même de l'adoption⁽²¹⁾.

⁽²¹⁾ En ce sens: Bruxelles, 16 mars 2009, *Rev. trim. dr. fam.*, 2011, p. 346; Bruxelles, 25 mars 2009, *Rev. trim. dr. fam.*, 2011, p. 351; Bruxelles, 24 juin 2009, *Rev. trim. dr. fam.*, 2011, p. 130.

C'est dès lors à tort, selon nous, que le tribunal n'a pas suivi l'avis du procureur du Roi et n'a pas sursis à statuer, sur la base de l'article 30 du Code judiciaire, dans l'attente de l'issue du recours pendant devant le tribunal de première instance de Bruxelles.

2. *Quant au bien-fondé de la demande d'adoption*

Le tribunal s'est estimé compétent pour examiner le bien-fondé de la demande d'adoption au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant sur la base des éléments qui lui ont été soumis, à savoir : l'enquête sociale réalisée dans le cadre de la procédure en évaluation de l'aptitude de la candidate adoptante, les pièces déposées par celle-ci ainsi que les éléments recueillis lors de sa comparution et celle de son mari. Le tribunal se fonde sur l'ensemble de ces éléments pour conclure que l'adoption plénière de l'enfant O. par sa tante est fondée sur de justes motifs, rencontre son intérêt supérieur et respecte ses droits fondamentaux.

Sans rentrer ici dans les détails des éléments factuels soumis à l'appréciation du tribunal, il convient à tout le moins de constater l'absence de caractère contradictoire de l'appréciation de l'intérêt de l'enfant. Le caractère unilatéral des considérations soumises au tribunal interpelle assurément. À aucun moment, le tribunal ne se soucie notamment des raisons ayant poussé l'ACF à se prononcer en défaveur de la reconnaissance de l'adoption prononcée au Sénégal, pas plus qu'il ne s'inquiète de l'avis rendu par l'ACC dans le cadre de la procédure de régularisation, après enquête sur la situation de l'enfant menée par l'autorité sénégalaise compétente. Le tribunal aurait dû à tout le moins interpellé ces autorités afin de s'assurer de l'adoptabilité de l'enfant sans se fier aveuglément à la version forcément subjective de la candidate adoptante. En procédant de la sorte, le tribunal en vient à permettre à la candidate adoptante de contourner *de facto* toute la procédure liée à la vérification, par les autorités publiques, de l'adoptabilité de l'enfant et du respect de son intérêt supérieur, qui, en aucun cas, ne peut se satisfaire d'une appréciation subjective et unilatérale.

Quant au respect des autres conditions prévues par la loi, c'est à tort que le tribunal les considère comme étant remplies. Ainsi le tribunal finit-il par éluder non seulement les conditions strictes mises en place par la loi du 11 avril 2012, mais également les exigences générales posées par les articles 361-3 et 361-4 du Code civil en matière d'adoption internationale⁽²²⁾ dont il semble avoir fait peu de cas et qui permettent, notamment, de s'assurer de l'adoptabilité de l'enfant. Ces articles prévoient à cet égard qu'avant de permettre la poursuite de toute procédure d'adoption internationale, l'ACC doit obtenir de l'autorité compétente de l'état d'origine de l'enfant des garanties sur son adoptabilité juridique, sur son intérêt à être adopté et sur le respect du principe de subsidiarité.

⁽²²⁾ Par ailleurs, l'article 1231-42, alinéa 1^{er}, 4^o, du Code judiciaire prévoit que le tribunal doit obtenir une attestation de l'autorité centrale communautaire compétente constatant, motifs à l'appui, que la décision de confier l'enfant à l'adoptant répond à son intérêt supérieur et au respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international.

CONCLUSION

Le cœur de la question posée au tribunal de la jeunesse de Nivelles est celui de l'incidence, dans le cadre d'une demande de régularisation d'une procédure d'adoption établie en méconnaissance des dispositions légales belges, d'un refus de reconnaissance par l'ACF d'une décision d'adoption prononcée à l'étranger.

Dans un premier temps, le tribunal écarte la connexité éventuelle avec la procédure pendante devant le tribunal de première instance de Bruxelles relative au recours contre le refus de reconnaissance décidé par l'ACF, pourtant soulevée par le ministère public, considérant que l'existence d'un jugement d'adoption sénégalais ne peut exclure qu'une adoption internationale puisse être menée entre les mêmes parties en Belgique et ce, même en cas de refus de reconnaissance du jugement d'adoption sénégalais. Ce raisonnement pose évidemment question sur le plan de l'efficacité d'une décision de refus de reconnaissance rendue par l'ACF. Quelle autorité encore accorder à pareille décision s'il devient possible, pour le candidat adoptant, de l'éluder en sollicitant d'un tribunal le prononcé d'une nouvelle adoption à l'égard du même enfant et dans les mêmes conditions?

Dans un deuxième temps, le tribunal en arrive à prononcer une adoption internationale entre un enfant et sa tante alors même qu'il existe, entre les mêmes parties, une décision d'adoption sénégalaise, sans se soucier le moins du monde du non-respect de la procédure mise en place par la réforme de 2003 puisque les articles 361-3 et 361-4 du Code civil n'ont finalement pas été respectés et qu'il n'existe aucune garantie quant à l'adoptabilité de l'enfant.

Pour éviter pareils abus, il conviendrait que la loi soit plus claire et prévoie expressément l'interdiction, pour un juge belge, de prononcer une adoption internationale dès lors que la décision d'adoption prononcée à l'étranger n'a pas pu être reconnue en Belgique, ou, à tout le moins, qu'aucune décision d'adoption internationale ne puisse être prononcée par un tribunal belge avant que la procédure de reconnaissance et de recours contre une éventuelle décision de non-reconnaissance d'une décision d'adoption prononcée à l'étranger n'ait abouti. À défaut, c'est l'objectif même de la réforme de l'adoption qui risque d'être mis à mal. Le but premier de cette réforme était en effet qu'avant toute procédure d'adoption, des garanties soient données, par les autorités publiques compétentes, sur l'intérêt de l'enfant à être adopté, conformément à la Convention de La Haye. Laisser la jurisprudence détricoter tout le système de protection mis en place par la loi du 24 avril 2003 en régularisant *a posteriori* une procédure d'adoption sans que les autorités compétentes aient pu s'assurer de l'adoptabilité de l'enfant et de son intérêt à être adopté, garantis tant par la Convention de La Haye que par la Convention relative aux droits de l'enfant, pourrait inciter les candidats adoptants à contourner les exigences légales, à savoir notamment l'échange de garanties entre les autorités compétentes des pays concernés (pays d'origine de l'enfant et pays d'accueil des adoptants). Ce sont alors les droits fondamentaux de tout enfant susceptible de faire l'objet d'une adoption qui s'en trouveraient menacés.

Géraldine MATHIEU